



Note régionale sur le financement climatique : Moyen-Orient et Afrique du Nord

Sam Barnard, Smita Nakhooda, Alice Caravani, ODI
et Liane Schalatek, HBS

Fondamentaux
du financement
climatique

9

DÉCEMBRE 2015

Dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA),¹ les financements climat sont principalement concentrés sur quelques grands projets financés par le Fonds pour les Technologies Propres (FTP), à base de prêts, concessionnels ou non. Le montant total² des financements approuvés s'élève à 1,04 milliards US\$, répartis sur 83 projets. Cet argent vise pour l'essentiel des initiatives d'atténuation, malgré d'urgents besoins régionaux en matière d'adaptation (notamment pour la gestion de l'eau et la sécurité alimentaire). Sur ce financement total approuvés pour la région, 307 millions US\$ sont octroyés sous forme de dons à une majorité des projets approuvés par le fonds et les 733 millions US\$ restants sont octroyés sous forme de prêts, concessionnels ou non. Ces prêts concernent six projets d'infrastructure énergétique à grande échelle approuvés par le FTP. Après une augmentation de 41% l'année dernière, la somme approuvée n'a augmenté que de 4.7% (47 millions US\$) cette année. L'Égypte et le Maroc reçoivent 81 % du total des financements climat approuvés dans la région tandis que sept pays de la même région ne perçoivent aucun financement des fonds climat suivis par CFU.

Les enjeux

Les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) sont très vulnérables face aux changements climatiques, ce qui risque d'aggraver leurs défis de développement persistants. Ils sont, dans le monde, les plus affectés par le manque d'eau, et doivent importer plus de la moitié de leurs denrées alimentaires. Le GIEC prévoit que les changements climatiques réduiront très vite le niveau des précipitations de 30 % dans la région. Ces changements hydrologiques affecteront la disponibilité en eau par personne de 30 à 70% d'ici 2025, diminueront la productivité agricole et augmenteront le risque d'inondations dans les zones côtières urbaines très peuplées (GIEC 2014).

La région possède 57 % des réserves pétrolières mondiales connues et 41 % des gisements de gaz naturel connus (malgré une répartition inégale entre les pays). La plupart des pays développent une économie fondée sur l'exploitation de ces ressources en énergies fossiles. La perspective de devoir réduire la consommation de ces carburants fossiles afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), heurte ainsi la majeure partie des pays producteurs de pétrole de la région. Il la considère comme une proposition coûteuse et réductrice d'opportunités économiques. Les modes de vie et de consommation de ces pays sont également très intensifs en CO2 puisque les émissions par habitant y

sont souvent supérieures de 60 % à la moyenne des pays en développement. En même temps, les taux de pauvreté restent élevés dans de nombreux pays de la région faiblement dotés en ressources, tels que le Yémen et Djibouti (les deux PMA régionaux).

Origine des financements

Quatorze fonds multilatéraux et un fonds bilatéral sont actifs dans la région (Tableau 1 ; figure 1). C'est le FTP qui fournit la majeure partie des contributions, avec un total approuvé de 733 millions US\$ pour six projets au Maroc et en Égypte. La majorité des financements a été octroyée sous la forme de prêts concessionnels. Un plan d'investissements en faveur de l'électricité thermique à concentration a également été approuvé pour la région. L'Allemagne, par le biais de son Initiative internationale pour le climat, a également financé 37,65 millions US\$ pour huit projets menés dans la région.

Destinataires des fonds

Les financements climat des fonds climatiques dédiés sont concentrés en l'Égypte et au Maroc, pour un montant total approuvé de 197 millions US\$ et 649 millions US\$ respectivement. Plus de 96% de l'argent finance des projets éoliens et CSP de grande ampleur – notamment via le FTP. Cependant, 61,6 millions US\$ ont été octroyés à 10 projets visant l'efficacité

Figure 1 : Fonds d'appui à la région MENA (2003-2015)

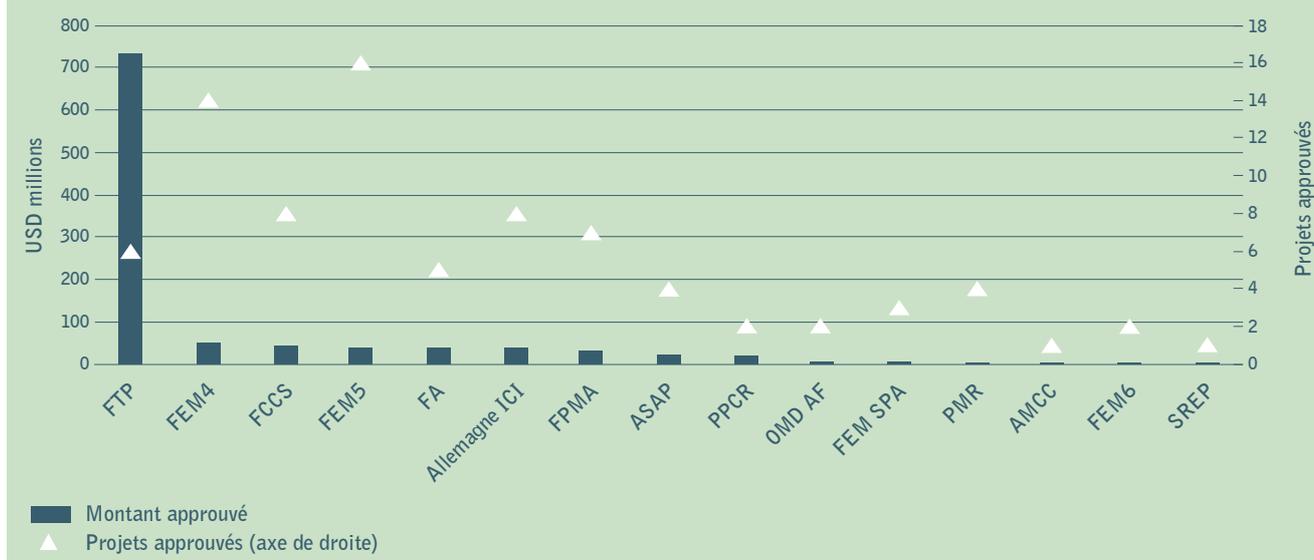
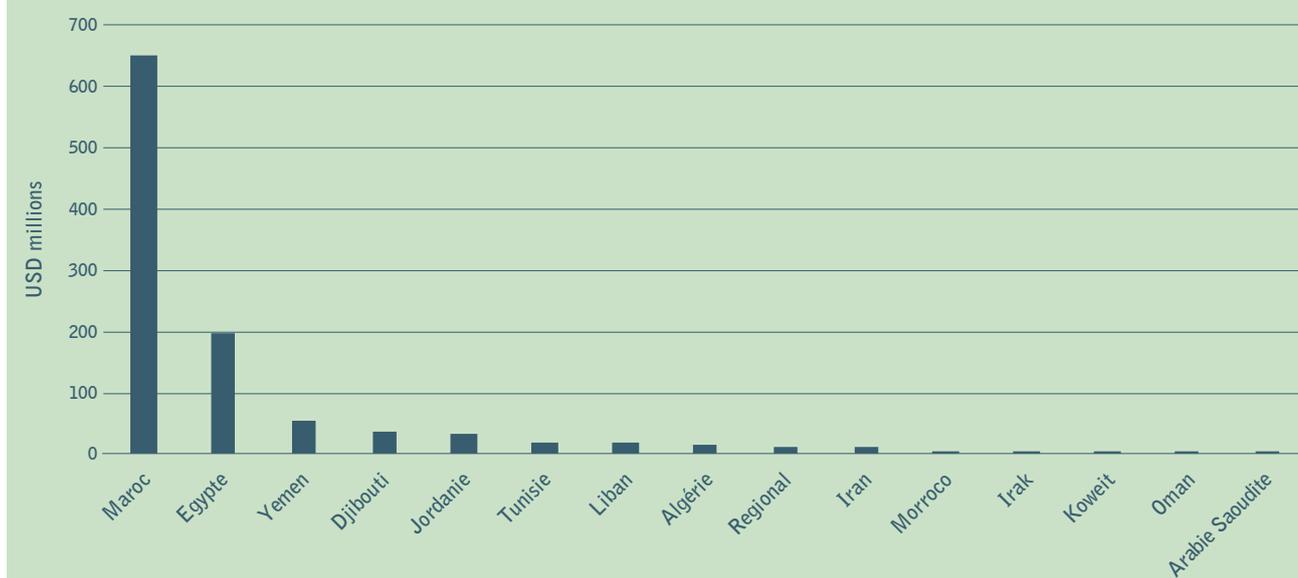


Tableau 1 : Fonds d'appui aux initiatives climat de la région MENA (2003-2015)

Fonds	Montant approuvé (Millions US\$)	Projets approuvés
Fonds pour les technologies propres (FTP)	733.47	6
Fonds d'affectation spéciale du FEM (FEM 4)	51.57	14
Fonds spécial du changement climatique (SCCF)	44.39	8
Fonds d'affectation spéciale du FEM (FEM 5)	38.66	16
Fonds d'adaptation (FA)	38.62	5
Initiative internationale pour le climat (ICI) (Allemagne)	37.65	8
Fonds Pays les Moins Avancés (FPMA)	30.49	7
Programme d'adaptation pour les petits exploitants agricoles (ASAP)	23.00	4
Programme Pilote pour la Résilience Climatique	20.50	2
Fonds pour la réalisation des OMD	7.60	2
Priorité stratégique pour l'adaptation (SPA) (à partir de FEM-4)	6.02	3
Partenariat pour la préparation à la commercialisation	4.05	4
Alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique (AMCC)	3.36	1
Fonds pour l'environnement mondial (FEM 6)	0.70	2
Programme de déploiement des énergies renouvelables pour les pays à faibles revenus (SREP)	0.30	1

Graphique 2 : Montants approuvés dans les pays bénéficiaires de la région MENA (2003-2015)



énergétique, les transports soutenables et la technologie solaire à petite échelle. Les données CFU montrent que sur les 21 pays de la région, seuls 14 pays reçoivent des financements climat. Les sept pays qui ne reçoivent pas le financement climatique comprennent la Syrie et la Libye, souffrant du conflit en cours, ainsi que les États riches producteurs de pétrole comme les Émirats arabes unis. Djibouti et le Yémen, les deux pays les moins avancés de la région MENA, ont reçu 35 millions US\$ et 52,5 millions US\$, respectivement. Ces financements sont presque exclusivement des projets d'adaptation.

Type de projets financés

Comme le montrent la figure 2 et le tableau 2, plus de 82 % des financements climat approuvés pour la région (environ 857 millions US\$) sont affectés à des activités d'atténuation. Ce chiffre est en grande partie le reflet de six projets de la région MENA du FCT, avec une taille moyenne de 122 millions US\$ (la taille moyenne des 77 projets non-FCT dans la région est de 4 millions US\$). Le plus grand financement approuvé dans la région est le prêt concessionnel de 238 millions US\$ octroyé en 2014 par le FTP au *Projet solaire à concentration d'Ouarzazate I*, au Maroc. Ce projet fait l'objet d'un effort concerté du FTP pour soutenir le déploiement de la technologie CSP dans la région. Le CSP est relativement non testé pour l'instant mais a un potentiel considérable pour générer de l'électricité propre à grande échelle. Les investissements du FCT dans la région MENA commencent à mettre en valeur la valeur du financement public international ciblé afin de démontrer la viabilité de cette technologie prometteuse (Stadelmann, Frisari et Rosenberg, 2014).

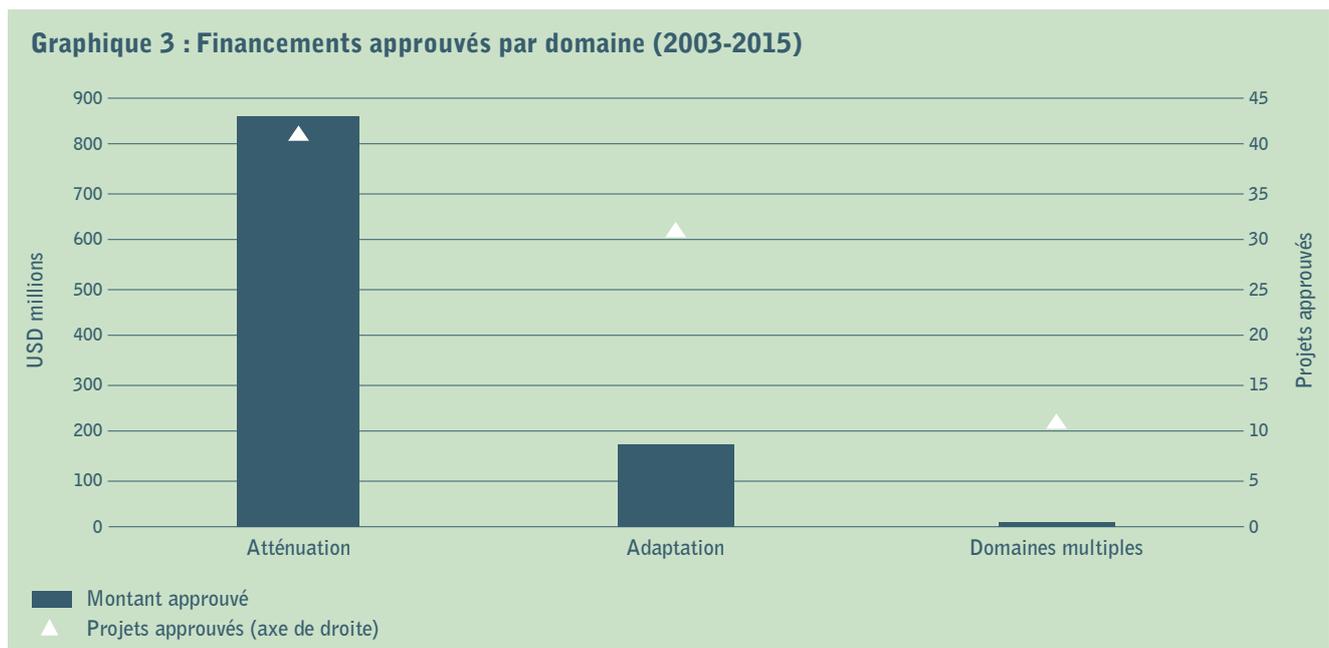
Les projets d'adaptation de la région MENA sont un quart de la taille des projets d'atténuation en moyenne. Plusieurs fonds pour l'adaptation mettent en œuvre 31

projets dans la région et ont déjà approuvé un total de 170,6 millions US\$. Un exemple de l'année passée est le programme jordanien de 9,2 millions de US\$ au titre du Fonds d'adaptation, sur le *Renforcement de la résilience des communautés vulnérables au travers de projets innovants dans l'eau et l'agriculture*. Ces deux secteurs sont évidemment une priorité d'adaptation dans des pays de cette région pauvre en eau.

Le plus grand projet d'adaptation à ce jour est financé par le Programme pilote pour la résistance aux chocs climatiques (PPCR), qui a approuvé une subvention de 19 millions US\$ pour le projet *Système d'information climatique et coordination du PPCR* au Yémen. Mis en œuvre par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), le projet vise à améliorer le suivi et l'évaluation des variabilités climatiques, et à renforcer la capacité à prendre des décisions en fonction des changements climatiques dans les secteurs vulnérables et dépendants des ressources en eau, tels que l'agriculture. Le programme du PPCR mené au Yémen, qui est toujours en cours d'élaboration, fournira une aide d'au moins 50 millions US\$ à l'un des pays les plus pauvres de la région. Le Yémen est aussi en train de développer un plan d'investissement pour le SREP, administré par la Banque Mondiale.

Tableau 2 : Financements approuvés et décaissés par domaine (2003-2015)

Thème	Montant approuvé (Millions US\$)	Nb de projets approuvés
Atténuation	857.04	41
Adaptation	170.62	31
Domaines multiples	12.72	11



In addition to the series of 12 Climate Finance Fundamentals, these recent ODI and HBS publications may be of interest:

- **Financing Intended Nationally Determined Contributions (INDCs): Enabling Implementation.** Meryl In Hedger and Smita Nakhoda analyse the current and potential role for finance in INDCs published to date (October 2015). Available at: <http://bit.ly/1PzzKqc>
- **Climate Finance for Cities: How can climate funds best support low-carbon and climate resilient urban development?** Sam Barnard reviews the approaches taken by multilateral climate funds to support climate action in cities (June 2015). Available at: <http://bit.ly/1eTq23L>
- **What counts: tools to help define and understand progress towards the \$100 billion climate finance commitment.** With Paul Bodnar, Jessica Brown, ODI's Smita Nakhoda, layout five simple tools to consider what should count to the 2020 target (August 2015). Available at: <http://bit.ly/1PzzQ0Y>
- **10 things to know about climate change and financing for development.** Smita Nakhoda and Charlene Watson highlight what you need to know about climate change and development finance (July 2015). Available at: <http://bit.ly/1RuUVgr>
- **From Innovative Mandate to Meaningful Implementation: Ensuring Gender-Responsive Green Climate Fund Projects and Programmes.** Liane Schalatek looks at the potential for the GCF to support gender responsive climate action (November 2015). Available at: <http://bit.ly/1HtEyMB>

Contact us for more information at info@climatefundsupdate.org

References and useful links

Site web de Climate Funds Update: www.climatefundsupdate.org (données consultées en novembre 2015)

GIEC (2014). Changement climatique 2014: impacts, adaptation et vulnérabilité

S. Nakhoda et al. (2011): « Note régionale : série des Fondamentaux du financement climatique – Moyen-Orient et Afrique du Nord ». Overseas Development Institute et Heinrich Böll Stiftung.

L. Schalatek et al. (2012): 'From Ignorance to Inclusion. Gender-Responsive Multilateral Adaptation Investments in the MENA Region' - Heinrich BöllStiftung et Gender Action.

Stadelmann, M., Frisari, G. and Rosenberg, A. (2014). San Giorgio Group Policy Brief: The Role of Public Finance in CSP – Lessons Learned. Venice: Climate Policy Initiative.

End Notes

1. Classification de la Banque mondiale : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Cisjordanie et bande de Gaza, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malte, Maroc, Oman, Qatar, Syrie, Tunisie, Yémen (voir : <http://go.worldbank.org/7UEP77ZCB0>).
2. Les montants totaux concernent tous la période 2003-2015.

Les Notes Fondamentaux du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur www.climatefundsupdate.org

Overseas Development Institute
203 Blackfriars Road | London | SE1 8NJ | UK
Tel:+44 (0)20 7922 0300

Heinrich Böll Stiftung North America
1432 K Street | NW | Suite 500 Washington | DC 20005 | USA
Tel:+1 202 462 7512